



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service de l'Environnement
Police des Eaux et Risques Littoraux

ARRAS, le - 1 JUIN 2023

**Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps
Système d'assainissement d'Ambleteuse**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES A DÉCLARATION
AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Vu la directive européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires dite « directive ERU » ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, préfet du Pas-de-Calais (hors classe) à compter du 10 août 2022 ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 122-22 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité,

et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Artois-Picardie approuvé le 21 mars 2022 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Côtier du Boulonnais approuvé le 9 janvier 2013 ;

Vu la déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement présentée le 23 mai 2011 par Monsieur le Maire de la commune d'Ambleteuse, enregistrée sous le n°62-2011-00173 et relative à la régularisation du système d'assainissement d'Ambleteuse ;

Vu le récépissé de déclaration délivré par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer le 7 juin 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement en date du 14 août 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2018 portant la substitution de la compétence pour les systèmes d'assainissement au 1^{er} janvier 2019 à la Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps de ses communes membres ;

Vu le transfert de compétence assainissement à la Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps le 5 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 26 mai 2021 nommant Monsieur Edouard GAYET, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais à compter du 15 juin 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-60-90 du 10 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Edouard GAYET en qualité de Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

Vu la décision du 4 octobre 2022 accordant subdélégation de signature à Monsieur Olivier MAURY, Chef du Service de l'Environnement de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais et à ses adjoints ;

Vu le porter à connaissance du pétitionnaire en date du 24 avril 2023 ;

Vu l'absence de réponse du pétitionnaire ;

Considérant que le système d'assainissement d'Ambleteuse doit respecter les prescriptions fixées par les arrêtés ministériels du 21 juillet 2015 modifié et du 31 juillet 2020 relatifs aux systèmes d'assainissement collectif ;

Considérant qu'il convient de fixer des prescriptions de nature à assurer un niveau de protection suffisant des eaux de surface ;

Considérant que les dispositions relatives aux niveaux de traitement et à l'autosurveillance du système d'assainissement d'Ambleteuse doivent être renforcées conformément aux prescriptions du tableau 4 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié ;

Considérant que les dispositions relatives aux performances de traitement attendues du système d'assainissement d'Ambleteuse doivent être renforcées conformément aux prescriptions des tableaux 6 et 7 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié et de l'annexe 1.D.4.b de la directive ERU ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet de l'arrêté

Le présent arrêté modifie et complète l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières à déclaration au titre du code de l'environnement du système d'assainissement d'Ambleteuse en date du 14 novembre 2019.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par pétitionnaire, la Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps siégeant Le Cardo à Marquise (62250).

I – PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA COLLECTE, AU TRAITEMENT ET AUX REJETS DANS LE MILIEU NATUREL

Article 2 – Diagnostics et analyse des risques de défaillance du système d'assainissement

2.1 – Diagnostic périodique du système d'assainissement

Le pétitionnaire met en place un diagnostic périodique du système d'assainissement d'Ambleteuse suivant une fréquence n'excédant pas 10 ans.

Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement d'Ambleteuse. Le diagnostic vise notamment à :

- 1° Identifier et localiser l'ensemble des points de rejets au milieu récepteur, notamment les déversoirs d'orage ;
- 2° Connaître la fréquence et la durée annuelle des déversements, quantifier les flux polluants rejetés et évaluer la quantité de déchets solides illégalement ou accidentellement introduits dans le réseau de collecte et déversés au milieu naturel ;

- 3° Identifier les principaux secteurs concernés par des anomalies de raccordement au système de collecte ;
- 4° Estimer les quantités d'eaux claires parasites présentes dans le système de collecte et identifier leur origine ;
- 5° Identifier et localiser les principales anomalies structurelles et fonctionnelles du système d'assainissement d'Ambleteuse ;
- 6° Recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de limiter les volumes d'eaux pluviales dans le système de collecte.

À partir du schéma d'assainissement mentionné à l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, le diagnostic est réalisé par tout moyen approprié (inspection télévisée, enregistrement des débits horaires véhiculés par les principaux émissaires, mesures des temps de déversement ou des débits, modélisation...).

Suite à ce diagnostic, le pétitionnaire établit et met en œuvre un programme d'actions chiffré et hiérarchisé visant à corriger les anomalies fonctionnelles et structurelles constatées et, quand cela est techniquement et économiquement possible, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le système de collecte.

Ce diagnostic, ce programme d'actions et les zonages prévus à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales sont transmis dès réalisation ou mise à jour au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau. Ils constituent le schéma directeur d'assainissement du système d'assainissement d'Ambleteuse.

2.2 – Diagnostic permanent du système d'assainissement

Le pétitionnaire établit le diagnostic permanent du système d'assainissement d'Ambleteuse pour le 31 décembre 2024.

Ce diagnostic est destiné à :

- connaître, en continu, le fonctionnement et l'état structurel du système d'assainissement d'Ambleteuse ;
- prévenir et identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système ;
- suivre et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées ;
- exploiter le système d'assainissement d'Ambleteuse dans une logique d'amélioration continue.

Ce diagnostic porte sur les points suivants :

- la gestion des entrants dans le système d'assainissement d'Ambleteuse : connaissance, contrôle et suivi des raccordements domestiques et non domestiques ;
- l'entretien et la surveillance de l'état structurel des réseaux : inspections visuelles ou télévisuelles des ouvrages du système de collecte ;
- la gestion des flux collectés/transportés et des rejets vers le milieu naturel : installation d'équipements métrologiques et traitement/analyse/valorisation des données obtenues ;
- la gestion des sous-produits liés à l'exploitation du système d'assainissement d'Ambleteuse.

Le pétitionnaire tient à jour les plans des réseaux et des branchements et les met à disposition du service chargé de la police de l'eau.

2.3 – Analyse des risques de défaillance du système d’assainissement

Le pétitionnaire est tenu de réaliser une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que les mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles et de la transmettre au service chargé de la police de l’eau et à l’agence de l’eau au plus tard le 31 décembre 2023.

Article 3 – Prescriptions relatives à la qualité du rejet des eaux traitées

L’article 7 du titre I de l’arrêté préfectoral en date du 14 août 2019 est modifié comme suit :

Le rejet de la station de traitement des eaux usées d’Ambleteuse doit respecter les règles de conformité fixées au présent article, pour un débit entrant inférieur ou égal au débit de référence mentionné à l’article 2, et hors situations inhabituelles décrites à l’article 9, de l’arrêté préfectoral du 14 août 2019.

Règles de conformité du rejet :

- l’effluent ne doit pas contenir de substances capables d’entraîner la destruction de la faune et de la flore aquatique ;
 - l’effluent doit être inodore et non susceptible de fermentation ;
 - le pH doit être compris entre 5.5 et 8.5 ;
 - la couleur de l’effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur ;
 - la température de l’effluent doit être inférieure à 25°C.
- Pour les paramètres MES, DCO et DBO5, le rejet doit respecter, sur un échantillon moyen journalier, les valeurs suivantes en concentration ou en rendement :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen sur 24h)	Rendement minimum
MES	30 mg/L	90 %
DCO	90 mg/L	80 %
DBO5	20 mg/L	80 %

- Pour les paramètres NGL et P total, le rejet doit respecter, en moyenne annuelle, les valeurs suivantes en concentration ou en rendement :

Paramètres	Concentration maximale	Rendement minimum
NGL	15 mg/L	70 %
P total	2 mg/L	80 %

Pour le paramètre NGL, les échantillons utilisés pour le calcul de la moyenne annuelle sont prélevés lorsque la température de l’effluent dans le réacteur biologique est supérieure ou égale à 12°C.

- Pour les paramètres MES, DCO et DBO5, le rejet doit respecter, sans tolérance possible, sur un échantillon moyen journalier, les valeurs suivantes en concentration :

Paramètres	Valeur rédhibitoire
MES	75 mg/L
DCO	180 mg/L
DBO5	40 mg/L

La conformité du rejet sera jugée paramètre par paramètre sur un échantillon moyen journalier pour les paramètres MES, DCO, DBO5 et sur les résultats annuels pour les paramètres NGL et P total, ceci dans les conditions définies aux articles 2 et 9, de l'arrêté préfectoral du 14 août 2019.

- Le traitement de la pollution bactériologique par rayonnement ultra-violet sera opérationnel toute l'année.

Les niveaux de rejet exigés après désinfection sont les suivants :

Paramètres	Concentration maximale	Valeur rédhibitoire
Escherichia Coli	600 germes/100mL	2000 germes/100mL
Entérocoques intestinaux	300 germes/100mL	2000 germes/100mL

La conformité du rejet sera jugée paramètre par paramètre sur un échantillon ponctuel pour les paramètres Escherichia Coli et entérocoques intestinaux, ceci dans les conditions définies aux articles 2 et 9, de l'arrêté préfectoral du 14 août 2019.

II – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 4 – Modification des installations

Toute modification apportée par le pétitionnaire et de nature à entraîner un changement notable à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions fixées par l'article R.214-40 du code de l'environnement.

Le Préfet pourra prendre un arrêté de prescriptions complémentaires si le service chargé de la police de l'eau estime ces modifications notables.

Article 5 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations.

Article 7 – Publication et information des tiers

Le présent arrêté pourra être consulté en mairie d'Ambleteuse.

Il sera adressé au conseil municipal de la commune d'Ambleteuse.

Un extrait en sera affiché en mairie d'Ambleteuse pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le soin de Monsieur le Maire.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pour une durée minimale de six mois, à la rubrique suivante :

<https://www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-developpement-durable/Eau/Procedures-loi-sur-l-eau-Actes-administratifs/Declaration-Loi-sur-l-eau>

Article 8 – Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3 du même code :

1° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie d'Ambleteuse.

Le tribunal administratif peut être également saisi par l'application Télérecours citoyen sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 – Exécution

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps et le Maire d'Ambleteuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Communauté de Communes de la Terre des 2 Caps.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer et par subdélégation,
Le Chef du Service de l'Environnement

Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

Copie pour information à :

- Sous-Préfecture de Boulogne-sur-Mer
- Direction Générale de l'Agence de l'Eau Artois Picardie
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer – Service de l'Environnement
- CLE du SAGE du Bassin Côtier du Boulonnais

